

La prime d'importation devient aussi une « monnaie d'échange » en vue du développement des exportations : on achètera davantage à condition de pouvoir vendre davantage; ou bien la prime qui exprime la différence entre les prix intérieurs et les prix mondiaux, permettra de consentir un abaissement des prix de vente en vue de maintenir, si pas d'élargir, les marchés extérieurs, alors que les méthodes « déflationnistes » avaient dépassé les possibilités d'une réduction « rentable » des prix.

* *

Dans notre étude sur l'Evolution de l'Impérialisme anglais (1), nous avons souligné l'importance de la capacité d'achat du marché anglais et le caractère d'universalité de la Livre sterling; deux éléments qui ont joué un rôle considérable dans la politique monétaire poursuivie par l'Angleterre après l'abandon de l'étalon-or.

Le décrochement de la Livre de l'or n'entraîna pas de modification du statut monétaire anglais et aujourd'hui, la dépréciation monétaire n'est pas encore légalement consacrée; il n'y a que suspension de la convertibilité du billet.

Mais la dépréciation de la Livre eut inévitablement pour effet d'accélérer la baisse des prix mondiaux, car le commerce international s'effectuait pour moitié en monnaie anglaise. Si d'une part, il en résulta une aggravation de la crise au sein des impérialismes rivaux, particulièrement aux Etats-Unis, d'autre part, l'élargissement de l'orbite d'attraction de l'Empire britannique provoqua l'adhésion à sa politique monétaire d'économies vassales : Etats souverains d'économies vassales : Etats scandinaves, pays de l'Amérique du Sud et finit par agglomérer un bloc comptant aujourd'hui 50 nations.

Tandis que le pouvoir d'achat de l'or poursuivait son ascension, le pouvoir d'achat de la Livre-papier, au contraire, régressa : les prix mondiaux continuaient à baisser et leur chute atteignait de 1931 à 1933 : aux Etats-Unis, 20 p.c.; en France, 18 p.c.; par contre, en Angleterre, la baisse était enrayée.

Survint alors la volte-face de la politique économique anglaise. En vue de lui donner le maximum d'efficacité, l'Impérialisme britannique ne manqua pas de faire

(1) « Bilan », n. 13 et 14.

intervenir l'énorme puissance d'attraction de sa capacité d'achat et de peser de son poids écrasant de principal acheteur du monde; une action consciente sur le marché des changes (Fonds de contrôle) conjuguée avec le jeu de tarifs préférentiels fixés par les accords impériaux d'Ottawa, lui permit d'agir pesamment sur le mouvement des prix mondiaux et surtout sur les prix américains.

L'antagonisme anglo-américain se développa sous des formes nouvelles qui laisserent apparaître le rôle capital dévolu aux variations monétaires exerçant leur influence sur les prix.

Les Anglais ayant ravi aux Américains la prime d'importation que ceux-ci détenaient avant septembre 1931, en usèrent pour acheter à bon marché les produits nécessaires, tout en opposant la muraille impériale aux fabricats concurrents.

Ainsi l'Angleterre joua de sa prime pour tenter de développer ses exportations vers les pays producteurs de matières premières et produits agricoles (Etats-Unis, Argentine, pays scandinaves, France).

Mais, au début de 1933, la riposte américaine se déclencha. Sous la pression du krach bancaire qui menaçait toute l'économie d'effondrement, Roosevelt, armé de pleins pouvoirs et tournant carrément le dos aux méthodes « déflationnistes » de Hoover, orienta l'impérialisme américain vers une nouvelle politique économique tendant à provoquer la hausse des prix, à opérer une amputation du capital fixe industriel, une réduction des dettes des fermiers (dont l'agitation s'érigait en menace sociale), tout en assurant au dollar, en le décrochant de l'or, une liberté de mouvement sur le marché international des changes.

L'âpre lutte engagée entre la Livre et le Dollar renversa les positions : les Etats-Unis récupérèrent la prime d'importation qu'ils avaient dû céder après 1931 et ils la consolidèrent en renforçant considérablement leur système douanier.

La bataille monétaire anglo-américaine eut pour conséquence de miner les positions du Bloc de l'Or constitué après l'échec de la Conférence Economique de 1933.

C'est ainsi qu'à la fin de 1934, les charges fixes en Angleterre et aux Etats-Unis avaient été sensiblement réduites; les pou-

voirs d'achat de la Livre et du Dollar avaient été ramenés à peu près au niveau de celui de 1929 et la rentabilité capitaliste avait été améliorée. Au contraire, dans les pays constituant le Bloc-Or et surtout en France, les charges fixes du capital restaient supérieures de plus de 50 p.c. tandis que la baisse des prix de gros se poursuivait. La France, tout en « bénéficiant » théoriquement d'une importante prime à l'exportation vis-à-vis de l'Angleterre et des Etats-Unis, payait, avec une monnaie « appréciée » les produits anglais et américains plus cher que ses propres produits.

Il apparaissait de plus en plus que si elle ne voulait pas sortir vaincue de cette gigantesque bataille monétaire, la bourgeoisie française aurait à recourir à son tour à la grande mesure expropriatrice capable de lui apporter le répit indispensable en « alignant » sa monnaie et son économie sur la monnaie et l'économie des impérialistes rivaux.

Mais « alignement » n'implique nullement stabilisation monétaire internationale qu'il est impossible de situer au bout de la période de décomposition progressive du capitalisme se dirigeant irrésistiblement vers son issue « naturelle » : la Guerre. Et la résolution de la Conférence de Londres en 1933 marquant : « qu'il était de l'intérêt de tous de réaliser, dès que les circonstances le permettraient, la stabilité dans le domaine monétaire international, la date et la parité étant à déterminer dans chaque cas, par le pays intéressé » pouvait rejoindre à la poubelle tous les nombreux vœux déjà émis en faveur d'un rétablissement du commerce international, du désarmement économique ou militaire, etc.

Si les Impérialismes sont à la recherche d'accords, c'est parce que chacun d'eux en escompte une consolidation de ses positions par rapport aux autres. Si aujourd'hui, les Etats-Unis proposent une stabilisation monétaire, c'est parce que celle-ci peut leur permettre de conserver les avantages acquis par la politique de Roosevelt. Si l'Angleterre repousse l'offre américaine, c'est parce qu'elle lui paraît inopportune. Enfin, si la France impérialiste se fit jusqu'ici le « défenseur » de l'or, c'est parce qu'elle appréhendait l'issue du conflit entre la Livre et le Dollar.

La recherche d'un équilibre transitoire entre les forces antagoniques, voilà ce à quoi doit se limiter le capitalisme mondial,

et non la recherche d'un illusoire équilibre économique universel qui serait assuré et réglé par un mécanisme monétaire dont le fonctionnement excluerait toute fluctuation du pouvoir d'achat de l'or !

Il y a 75 ans déjà, Marx, dans sa « Critique de l'Economie Politique » se moquait de semblable utopie : « nous pouvons juger la profondeur de la critique qui veut supprimer les « inconvénients » de la production bourgeoise par l'abolition du « privilège » des métaux précieux et par l'introduction d'un soi-disant système monétaire rationnel ».

« La stabilité monétaire est conditionnée par la stabilité des prix, par la stabilité du pouvoir d'achat de l'or », répètent les agents du capitalisme. « Ce que l'intérêt ouvrier exige », dit Blum, « c'est la stabilité de la valeur d'achat, et par conséquent, constance du rapport entre l'or et les marchandises. Il ne suffit pas qu'un salaire donné représente un nombre fixe d'unités monétaires, il faut encore que ces unités monétaires représentent une quantité fixe de marchandises ». Il ajoute : « Si l'on dévalue, on altère le rapport de la monnaie avec l'or; si l'on maintient la parité avec l'or, on laisse libre cours au phénomène de la hausse de l'or, on altère le rapport de l'or avec les marchandises. Et dans l'une comme dans l'autre hypothèse, les travailleurs sont directement ou indirectement atteints ! » (« Populaire », 28-9-1934).

Avec de telles conceptions, le prolétariat n'a évidemment rien de commun puisqu'elles n'apportent qu'une contribution aux desseins du capitalisme d'échapper à l'action de ses propres lois, et qui poursuit l'aviilissement de la valeur de la Force de Travail jusqu'au jour où il pourra anéantir matériellement celle-ci dans la fournaise de la guerre. Blum nous dit qu'en face des manœuvres monétaires de la bourgeoisie, « la classe ouvrière a à rechercher le parti le moins nocif, à dresser une balance d'inconvénients et d'avantages » (comme pour la « Démocratie »). Nous opposons à cette argutie contrerévolutionnaire la nécessité pour le prolétariat de lutter pour la défense de son salaire réel, ce qui doit lui faciliter la vérification de l'impossibilité d'une amélioration de son sort dans les cadres du système capitaliste et le convaincre de l'inévitabilité d'une lutte pour le pouvoir.

MITCHELL